

**Vœu**

**DEFENDRE NOS TERRITOIRES,  
C'EST DEFENDRE LA NATION SOLIDAIRE**

*Présenté par la majorité départementale*

Nous sommes la France d'en bas.

Celle des collectivités locales et de leurs partenaires publics et associatifs qui garantissent l'accès aux droits et la maille fine du Service public allant des établissements scolaires aux routes, des mobilités du quotidien à la formation, de l'accompagnement des personnes âgées, des situations de handicap et des enfants à protéger, de l'insertion sociale et professionnelle à la protection de l'environnement.

C'est la France du quotidien des habitantes et habitants que nous représentons, en métropole, dans les villes moyennes, à la campagne.

Celle des collectivités locales aussi qui bâtissent et rénovent grâce à l'investissement public au sein duquel elles comptent pour 70%. Ce soutien aux entreprises locales et à leurs emplois stimule l'activité de l'industrie, du bâtiment, de l'artisanat et de l'agriculture, tout le tissu économique et particulièrement celui de l'économie sociale et solidaire, modèle que nous prônons et défendons.

Celle des associations qui animent villes et villages, font vibrer l'offre culturelle, la pratique sportive, la défense des droits et de l'environnement, l'appui solidaire et humanitaire, les épiceries et les centres sociaux, les tiers-lieux et tant d'autres...

Celle des travailleurs du privé et des agents de la fonction publique, qui œuvrent au quotidien pour garantir les équipements, les infrastructures et les services nécessaires à la vie quotidienne.

La grave situation budgétaire des collectivités locales, et avec elles, de tous leurs partenaires publics et associatifs, menace directement les fondements de notre démocratie autant qu'elle entretient le sentiment permanent d'insécurité et d' « *avenir confisqué* » comme l'écrit le sociologue Nicolas Duvoux.

Nous arrivons ainsi au pied du mur de l'exigence d' « efficacité » des moyens, et de l'obsession de rentabilité imposée à un Service public qui doit, dans le même temps, répondre à des demandes et des besoins croissants.

Les collectivités territoriales, et de fait l'ensemble de leurs partenaires, ne disposent plus de la visibilité budgétaire nécessaire pour planifier leurs investissements à moyen et long terme, et pour compenser les pertes de ressources imposées unilatéralement par le Gouvernement.

Ainsi, se dégradent l'économie et la vie associative de nos territoires, les liens sociaux qui font le sens de l'activité collective et de la solidarité.

Dans l'incertitude gouvernementale et législative que nous traversons, nous avons aujourd'hui besoin de perspectives à court, moyen et long terme, face aux transformations massives et brutales auxquelles nous sommes confrontés. Nous avons besoin de ressources à la hauteur des chocs présents et futurs des bouleversements climatiques et de leurs conséquences sociales.

Nous formulons la demande ferme **d'avoir les moyens solides, pérennes et évolutifs, pour satisfaire les besoins quotidiens de la population** et pour **garantir l'accès comme l'effectivité des droits** qui sont les socles de la pérennité de nos communautés de vie en proximité. Nous sommes prêts à les travailler avec un Gouvernement qui doit **être à l'écoute des acteurs de terrain que nous sommes**. C'est la condition pour renouer la confiance avec l'État et consolider les liens qui nous unissent. Ils constituent les premières mailles de notre République et de la solidarité, ce bien commun indispensable à notre pays.

Si, tous ensemble, nous défendons aujourd'hui nos territoires, c'est pour défendre notre nation solidaire, la seule qui peut redonner espoir et horizon d'avenir.